

Les déterminants de la durée d’insertion professionnelle des jeunes diplômés universitaires : étude de cas dans la région Casablanca-Settat

Determinants of Professional Integration Duration among Moroccan University Graduates: A Case Study of Casablanca-Settat

ELMOUFID Karima

Doctorante

ENCG El-Jadida

UNIVERSITE CHOUAIB DOUKKALI

LARGESS

Maroc

QACHAR Abdelhakim

Professeur

FSJES El-Jadida

UNIVERSITE CHOUAIB DOUKKALI

LARGESS

Maroc

Date de soumission : 20/06/2025

Date d’acceptation : 05/08/2025

Pour citer cet article :

ELMOUFID K. & QACHAR A. (2025) « Les déterminants de la durée d’insertion professionnelle des jeunes diplômés universitaires : étude de cas dans la région Casablanca-Settat », Revue Internationale des Sciences de Gestion « Volume 8 : Numéro 3 » pp : 1316 - 1332

Résumé

Cet article analyse les déterminants de la durée d'insertion professionnelle des jeunes diplômés des universités marocaines, avec un focus sur la région de Casablanca-Settat.

À travers une enquête menée auprès de 250 diplômés et 18 entretiens qualitatifs, l'étude identifie les facteurs influençant le délai d'accès à l'emploi, notamment la filière de formation, le genre, le recours aux dispositifs d'accompagnement (ANAPEC, Idmaj) et les compétences transversales. Les résultats révèlent des écarts marqués entre filières, et soulignent le rôle clé des compétences numériques et des dispositifs de soutien.

L'article propose des recommandations pour les acteurs de la formation et de l'insertion.

Mots-clés : insertion professionnelle, jeunes diplômés, durée d'insertion, Casablanca-Settat, compétences.

Abstract

This article analyzes the determinants of the professional integration period of young Moroccan university graduates, focusing on the Casablanca-Settat region. Based on a survey of 250 graduates and 18 qualitative interviews, the study identifies key factors influencing employment access time, such as field of study, gender, use of public employment support schemes (ANAPEC, Idmaj), and transversal skills. Findings highlight significant disparities between academic fields and underscore the importance of digital skills and support services. The paper concludes with policy recommendations for educational and employment institutions.

Keywords : Professional integration, university graduates, insertion duration, Casablanca-Settat, skills

Introduction

L'insertion professionnelle des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur demeure l'un des défis majeurs du marché du travail marocain. Bien que le pays ait connu une expansion notable de l'enseignement universitaire au cours des deux dernières décennies, cette dynamique ne s'est pas traduite par une amélioration significative des conditions d'accès à l'emploi pour les jeunes. En 2023, le taux de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur atteignait 19,2 %, un niveau particulièrement élevé en comparaison avec les autres tranches de la population active (HCP, 2023). Ce constat reflète les limites du système de formation à répondre aux attentes des employeurs, ainsi que la persistance de déséquilibres structurels entre l'offre et la demande de compétences (World Bank, 2021 ; Boudarbat, 2019).

Dans ce contexte, la région de Casablanca-Settat occupe une position stratégique. Première région économique du pays, elle abrite plusieurs universités publiques majeures, ainsi qu'un tissu entrepreneurial dense et diversifié. En théorie, cette concentration d'acteurs devrait favoriser l'insertion rapide des jeunes diplômés. Pourtant, la réalité est plus nuancée : les jeunes formés dans les universités de la région rencontrent eux aussi des délais parfois longs avant d'accéder à un emploi qualifié, révélant une tension entre dynamique académique et exigences du marché régional (ANAPEC, 2022 ; OIT, 2021). Cette situation soulève la question des facteurs qui influencent la durée d'insertion, c'est-à-dire le laps de temps entre l'obtention du diplôme et l'accès au premier emploi jugé satisfaisant.

Bien que la littérature scientifique se soit penchée sur **l'inadéquation formation-emploi** et sur les **taux de chômage des jeunes diplômés**, peu d'études ont accordé une attention particulière à **la durée d'insertion comme indicateur d'analyse**. Or, cette variable constitue un révélateur important des inégalités d'accès à l'emploi et des stratégies déployées par les jeunes en quête d'intégration professionnelle. Elle permet aussi d'évaluer l'effet des politiques publiques, des filières de formation, et des compétences individuelles sur le rythme d'entrée dans la vie active (Ben Ali, 2018 ; Bentaouet Kattan, 2020).

La présente étude s'inscrit dans cette perspective. Elle propose d'examiner, à l'échelle de la région Casablanca-Settat, les principaux déterminants de la durée d'insertion professionnelle des jeunes diplômés universitaires. S'appuyant sur les résultats de recherches antérieures menées au Maroc et à l'international, elle cherche à vérifier la validité d'un certain nombre d'hypothèses empiriquement établies. Il s'agira notamment d'examiner si **la filière de**

formation influence significativement le temps d'accès à l'emploi, si le recours à un dispositif public d'accompagnement (tel que l'ANAPEC ou Idmaj) contribue à réduire cette durée, et si des variables comme le genre, le niveau du diplôme ou la possession de compétences transversales ont un effet déterminant.

La problématique de cette recherche peut être formulée ainsi : **quels sont les principaux facteurs qui influencent la durée d'insertion professionnelle des jeunes diplômés universitaires à Casablanca-Settat ?** À travers cette interrogation, l'étude vise à identifier les profils les plus vulnérables en matière d'insertion, à comprendre les dynamiques régionales à l'œuvre, et à formuler des recommandations pour les institutions de formation et les acteurs de l'accompagnement à l'emploi.

L'article s'organise en quatre parties : il présente d'abord le cadre théorique et les hypothèses retenues, puis expose la méthodologie de l'enquête menée auprès de 250 jeunes diplômés. Les résultats empiriques sont ensuite analysés, avant de conclure sur les implications pratiques de l'étude.

1. Ancrage théorique et état de la littérature

L'insertion professionnelle désigne l'ensemble des processus par lesquels un individu, fraîchement diplômé, accède au marché du travail et y occupe une position relativement stable et conforme à ses qualifications. Dans le cas des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, cette insertion se caractérise par un ensemble de tensions : entre aspirations individuelles et réalité du marché, entre compétences acquises à l'université et exigences des employeurs, entre formation académique et employabilité immédiate (Bouarbat, 2019).

L'un des concepts centraux dans l'analyse de ces trajectoires est celui de **durée d'insertion**, qui correspond au temps écoulé entre la sortie du système de formation et l'obtention du premier emploi stable ou qualifié. Cette variable permet de dépasser l'analyse binaire emploi/chômage, en explorant les délais, les écarts et les ruptures dans le parcours d'insertion. Elle est aussi considérée comme un indicateur indirect de la qualité de la transition entre formation et emploi (Ben Ali, 2018).

Plusieurs approches théoriques permettent d'éclairer les déterminants de cette durée. D'abord, la **théorie du capital humain** (Becker, 1964) postule que plus le niveau d'éducation est élevé, plus les chances d'insertion sont importantes. Cependant, cette approche est nuancée par les

réalités du marché marocain, où certains diplômés (en particulier en lettres et sciences humaines) peinent à trouver une correspondance avec les emplois proposés (World Bank, 2021). Ensuite, la **théorie du signal** (Spence, 1973) suggère que les diplômés agissent comme des signaux pour les employeurs. Ainsi, les filières les plus sélectives ou professionnalisantes (ingénierie, gestion, informatique) envoient des signaux perçus comme plus favorables sur le marché de l'emploi.

Par ailleurs, **les travaux empiriques menés au Maroc et dans d'autres pays du Sud** ont mis en évidence l'influence de plusieurs facteurs socio-économiques sur la durée d'insertion. Le **genre** est régulièrement cité comme une variable discriminante : les femmes diplômées mettent en moyenne plus de temps que les hommes à accéder à un premier emploi, en raison de contraintes culturelles, familiales ou liées à la mobilité (OIT, 2021 ; Bentaouet Kattan, 2020). De même, le **recours à des dispositifs publics d'accompagnement** tels que les offres de stages, les programmes Idmaj ou l'accompagnement de l'ANAPEC, semble jouer un rôle positif, bien que variable selon les filières et les régions (ANAPEC, 2022). Enfin, la **possession de compétences transversales** (maîtrise des langues, informatique, communication) est souvent identifiée comme un facteur facilitant l'insertion rapide, notamment dans les secteurs en mutation comme le numérique (World Bank, 2021).

Ces constats permettent de formuler les hypothèses suivantes, que nous chercherons à vérifier dans le contexte spécifique de la région Casablanca-Settat :

- **H1** : La filière de formation influence significativement la durée d'insertion. Les diplômés des filières techniques et scientifiques s'insèrent plus rapidement que ceux des filières littéraires ou juridiques.
- **H2** : Le recours à un dispositif public d'accompagnement (ANAPEC, Idmaj...) réduit significativement la durée d'insertion.
- **H3** : Le genre constitue un facteur explicatif : les femmes diplômées connaissent en moyenne une durée d'insertion plus longue que les hommes.
- **H4** : La possession de compétences transversales (langues, numérique, soft skills) est associée à une durée d'insertion plus courte.

Ces hypothèses guideront l'analyse empirique présentée dans les sections suivantes, à partir d'une enquête menée auprès de jeunes diplômés universitaires de la région Casablanca-Settat.

Afin de répondre à la problématique de recherche et de tester les hypothèses formulées, cette étude mobilise une **approche méthodologique mixte**, combinant une analyse **quantitative** par questionnaire et une analyse **qualitative** fondée sur des entretiens semi-directifs. Ce choix permet de croiser les données statistiques objectives avec les expériences subjectives des jeunes diplômés, tout en assurant une lecture approfondie des facteurs influençant la durée d'insertion professionnelle.

L'enquête a été menée dans la région **Casablanca-Settat**, choisie pour son poids stratégique en matière de formation supérieure et d'activité économique. Elle abrite plusieurs universités publiques (Université Hassan II, Université Hassan Ier, etc.) ainsi qu'un tissu entrepreneurial dense, ce qui en fait un cadre d'observation pertinent pour analyser les dynamiques d'insertion.

2. Méthodologie de la recherche

La **population cible** est constituée de **jeunes diplômés de 22 à 30 ans**, titulaires d'un diplôme universitaire (licence, master ou doctorat), obtenu entre **2021 et 2023** dans un établissement public de la région. Les répondants devaient avoir entamé une recherche d'emploi ou exercé une activité professionnelle après l'obtention de leur diplôme.

2.1. Enquête quantitative

La phase quantitative repose sur l'administration d'un **questionnaire en ligne** diffusé entre janvier et mars 2025 via les réseaux sociaux, des groupes d'anciens étudiants, et des relais institutionnels tels que les bureaux d'insertion professionnelle et les agences régionales de l'ANAPEC. Au total, **250 réponses valides** ont été recueillies.

Le questionnaire couvre plusieurs dimensions : (le questionnaire en annexe)

- **Données sociodémographiques** (âge, sexe, résidence, situation familiale),
- **Parcours académique** (type de diplôme, année, université, filière),
- **Situation professionnelle post-diplôme** (temps écoulé avant l'emploi, type de contrat, adéquation emploi/formation),
- **Mobilisation des dispositifs d'aide à l'insertion**,
- **Compétences transversales** (numériques, linguistiques, soft skills).

Les données recueillies ont été traitées à l'aide du logiciel **SPSS**. Après une phase de **statistiques descriptives** (fréquences, moyennes, écarts types), des **tests de corrélation** et une **régression logistique** ont été réalisés afin d'identifier les variables les plus déterminantes dans l'explication de la durée d'insertion. Les résultats sont présentés dans la section suivante sous forme de **tableaux et graphiques** (diagrammes, histogrammes, tableaux croisés), conformément aux standards de présentation scientifique.

2.2. Enquête qualitative

En complément, une **analyse qualitative** a été conduite auprès de **15 jeunes diplômés** sélectionnés pour la diversité de leur profil (filière, genre, parcours d'insertion). Trois entretiens ont également été réalisés avec des **conseillers ANAPEC** en poste dans la région. Ces entretiens visaient à recueillir des témoignages sur les stratégies d'insertion, les obstacles perçus, et l'évaluation des dispositifs publics d'accompagnement.

Les entretiens, d'une durée de 30 à 45 minutes chacun, ont été enregistrés, transcrits puis analysés selon une approche thématique à l'aide du logiciel **NVivo**. Les extraits les plus représentatifs sont mobilisés dans la discussion pour illustrer les tendances quantitatives.

2.3. Limites méthodologiques

Comme toute enquête en sciences sociales, cette étude présente certaines limites. Le mode de diffusion en ligne du questionnaire peut introduire un **biais de sélection**, défavorisant les diplômés les plus déconnectés du monde académique ou institutionnel. Par ailleurs, les données sur la durée d'insertion sont **déclaratives**, ce qui peut engendrer un **biais de mémorisation** ou de perception. Enfin, bien que l'échantillon couvre une diversité de profils, la **répartition par filière** reste inégale, limitant certaines comparaisons statistiques.

Malgré ces limites, la combinaison d'approches et la complémentarité des données permettent de tirer des **enseignements robustes**, représentatifs des dynamiques régionales observées chez les jeunes diplômés.

3. Résultats et constats empiriques

Cette section présente les principaux résultats de l'enquête menée auprès des jeunes diplômés de la région Casablanca-Settat, en croisant les données quantitatives issues du questionnaire

avec les données qualitatives recueillies par entretiens. L'objectif est de dégager des constats empiriques clairs sur les déterminants de la durée d'insertion professionnelle

3.1. Résultats de l'enquête quantitative

Les résultats de l'enquête révèlent des écarts significatifs selon la filière de formation. Le tableau 1 ci-dessous présente la durée moyenne d'insertion, le taux d'insertion après 12 mois, ainsi que le taux de recours aux dispositifs d'aide à l'insertion (ANAPEC, Idmaj).

Tableau 1 – Comparaison des indicateurs d'insertion professionnelle par filière : durée moyenne, taux d'insertion et recours aux dispositifs

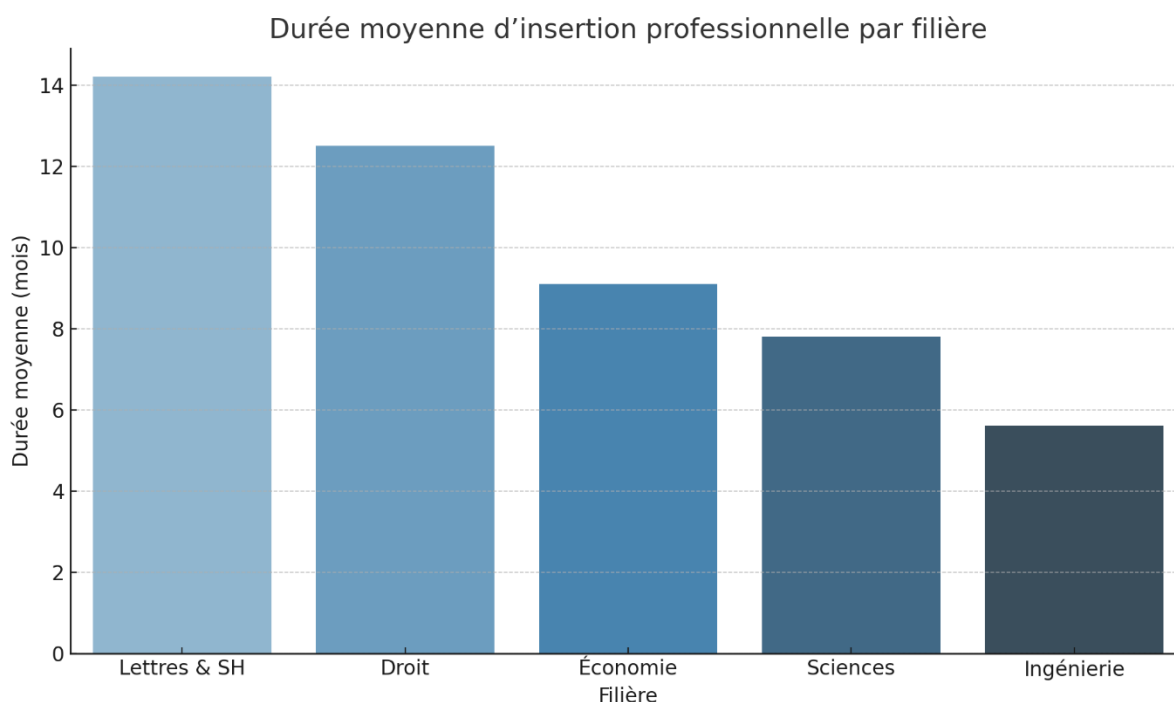
Filière	Durée Moyenne d'insertion (mois)	Taux insertion après 12 mois (%)	Taux de recours à un dispositif (%)
Lettres & SH	14,2	58	28
Droit	12,5	63	35
Economies	9,1	77	42
Sciences	7,8	83	50
Ingenierie	5,6	91	58

Source : Auteurs

Ces données mettent en évidence une corrélation claire entre la filière de formation et la rapidité d'accès à l'emploi. Les diplômés des filières techniques, notamment en ingénierie, bénéficient d'un délai d'insertion nettement plus court (5,6 mois) que ceux issus des filières littéraires (14,2 mois). Le taux d'insertion après 12 mois suit la même tendance, avec un maximum de 91 % pour l'ingénierie contre 58 % pour les lettres et SH.

Cette tendance est visualisée dans la Figure 1.

Figure 1 – Durée moyenne d’insertion professionnelle par filière



Source : Enquête terrain – jeunes diplômés de la région Casablanca-Settat (2025)

Le recours aux dispositifs d’insertion est également plus marqué chez les diplômés des filières techniques (58 % pour l’ingénierie), ce qui soutient l’hypothèse selon laquelle ces mécanismes institutionnels favorisent une insertion plus rapide.

Pour affiner cette analyse, une régression logistique binaire a été appliquée afin d’identifier les facteurs influençant significativement la probabilité d’une insertion rapide (inférieure à 12 mois). Les variables explicatives testées incluent le genre, la filière, le niveau de diplôme, la maîtrise des compétences numériques, et l’utilisation de dispositifs d’accompagnement.

Tableau 2 – Résultats du modèle de régression logistique

Variabes explicatives	Coefficient (B)	p-value	Odds Ratio (Exp(B))
Filière technique (vs littéraire)	-1,02	0,004 **	0,36
Genre féminin	0,75	0,038 *	2,11
Utilisation dispositif ANAPEC/Idmaj	-0,89	0,017 *	0,41
Compétences numériques	-1,24	0,001 **	0,29
Niveau master ou plus	-0,15	0,532	0,86
Constante	1,87	0,001 **	6,49

R² de Nagelkerke : 0,43 — Le modèle explique 43 % de la variance observée.

Note : * p < 0,05 ; ** p < 0,01

Source : Auteurs

Les résultats confirment que les filières techniques, les compétences numériques, le genre féminin, et le recours aux dispositifs sont des déterminants positifs d’une insertion rapide. En revanche, un niveau de diplôme élevé (master ou plus) ne présente pas d’effet significatif, suggérant un possible décalage entre le niveau d’étude et les attentes du marché.

Enfin, les diplômés ayant déclaré une bonne maîtrise des compétences numériques et linguistiques présentent en moyenne des délais d’insertion réduits de 3 à 5 mois, toutes filières confondues, confirmant l’importance des compétences transversales dans l’employabilité.

Ces résultats constituent une base solide pour l’analyse qualitative qui permettra de nuancer et contextualiser ces constats.

3.2. Résultats de l’enquête qualitative

L’analyse des **15 entretiens semi-directifs** menés auprès de jeunes diplômés de la région Casablanca-Settat, complétés par **3 entretiens avec des conseillers ANAPEC**, permet de mettre en lumière les dynamiques subjectives et les obstacles concrets rencontrés dans les parcours d’insertion. Trois axes thématiques principaux se dégagent de cette analyse : les **freins structurels à l’insertion**, les **stratégies individuelles déployées**, et la **perception des dispositifs d’accompagnement**.

- **Des freins structurels récurrents**

Plusieurs répondants ont évoqué la **saturation du marché**, l'**absence de réseaux professionnels** et la **faible valorisation de certaines filières** comme des facteurs majeurs expliquant leurs difficultés.

« J'ai obtenu ma licence en lettres françaises en 2022, mais je n'ai trouvé que des stages non rémunérés. Sans piston ou relation, c'est très difficile » (Souad, 25 ans, diplômée de l'Université Hassan II)

« Les employeurs demandent toujours de l'expérience. Mais comment en avoir si personne ne vous donne votre chance ? » (Yassine, 27 ans, diplômé en droit privé)

Ces témoignages confirment que les **filières généralistes** sont perçues comme moins attractives sur le marché du travail, renforçant les écarts identifiés dans les résultats quantitatifs.

- **Des stratégies d'adaptation variées**

Certains diplômés, notamment dans les filières économiques et scientifiques, ont su **mobiliser des ressources personnelles ou numériques** pour réduire leur durée d'insertion. L'auto-formation, les certifications en ligne (ex. : Google, Udemy) ou la participation à des hackathons sont cités comme des leviers d'employabilité.

« J'ai suivi une mini-formation en marketing digital en ligne, puis j'ai fait un stage via LinkedIn. Ça a boosté mon profil. » (Ayoub, 24 ans, diplômé en économie)

« Ce sont mes compétences en Excel et en anglais qui m'ont permis de décrocher un poste, pas mon diplôme. » (Khadija, 26 ans, diplômée en gestion des organisations)

Ces témoignages confirment le rôle essentiel des **compétences transversales**, en lien avec l'hypothèse H4.

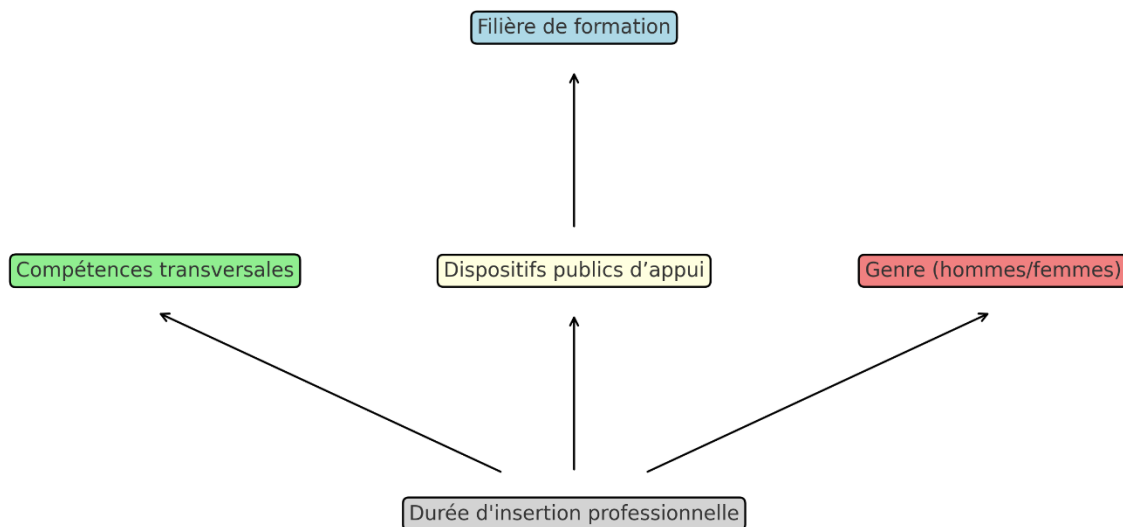
- **Un regard mitigé sur les dispositifs publics**

Les avis sur les dispositifs d'accompagnement comme ceux de l'**ANAPEC** ou du programme **Idmaj** sont partagés. Si certains reconnaissent leur utilité, d'autres pointent leur manque de personnalisation et leur faible impact réel.

« Le conseiller ANAPEC m'a orientée vers un stage, mais il n'y a pas eu de vrai suivi ensuite. » (Imane, 23 ans, diplômée en droit public)

« Les ateliers de techniques de recherche d'emploi m'ont aidé à structurer mon CV et à préparer des entretiens. C'est ce qui m'a débloqué. » (Hamza, 25 ans, diplômé en informatique)

Du côté des conseillers ANAPEC interrogés, il est reconnu que les dispositifs souffrent d'un **manque de moyens** et d'une **forte pression sur les conseillers**, qui doivent gérer un volume important de bénéficiaires.



Source : Analyse qualitative inductive – entretiens semi-directifs (2025)

4. Discussion des résultats

Les résultats obtenus à travers l'enquête menée dans la région Casablanca-Settat permettent de vérifier, avec nuances, les hypothèses formulées à partir de la littérature existante. Dans l'ensemble, les données confirment l'existence de déterminants significatifs de la durée d'insertion professionnelle chez les jeunes diplômés universitaires, bien que des disparités apparaissent selon les profils, les filières et les ressources mobilisées.

La première hypothèse (H1), selon laquelle la filière de formation influence la durée d'insertion, est clairement confirmée par les résultats quantitatifs. Les diplômés en ingénierie et en sciences exactes affichent des délais d'insertion nettement plus courts que ceux issus des filières littéraires et juridiques. Ce constat rejoint les travaux de Boudarbat (2019) et de la Banque

Mondiale (2021), qui soulignaient déjà la surreprésentation des diplômés en lettres parmi les chômeurs de longue durée. Les témoignages qualitatifs viennent appuyer cette tendance : plusieurs diplômés en lettres ou droit disent se sentir « exclus » d'un marché dominé par des exigences techniques et linguistiques.

L'hypothèse H2, relative à l'impact positif des dispositifs d'accompagnement à l'insertion (ANAPEC, Idmaj), est partiellement validée. Si les diplômés y ayant eu recours présentent effectivement une durée d'insertion inférieure à la moyenne, la qualité perçue de ces dispositifs varie. Certains entretiens révèlent un manque de suivi ou d'adéquation entre les services proposés et les besoins spécifiques des jeunes diplômés. Ces résultats rejoignent les constats de l'OIT (2021), qui évoque les limites structurelles de l'ANAPEC en termes de moyens humains et d'adaptation locale.

Concernant l'hypothèse H3, l'effet du genre sur la durée d'insertion est perceptible dans les données, mais de manière moins marquée que prévu. Les écarts sont réels, mais tendent à se réduire lorsque les femmes disposent de compétences complémentaires (numériques, langues) ou mobilisent leur réseau. Cela suggère que le genre interagit avec d'autres variables et ne constitue pas un déterminant isolé. Ce résultat nuancé mérite d'être approfondi dans des études futures.

Enfin, l'hypothèse H4 est clairement confirmée : les diplômés ayant déclaré maîtriser des compétences transversales (langues étrangères, outils numériques, communication) ont en moyenne une durée d'insertion plus courte. Cette tendance est cohérente avec les orientations récentes de l'ANAPEC et les recommandations de la Banque Mondiale (2021), qui insistent sur la nécessité de former des profils hybrides, à la fois spécialisés et adaptables.

De manière générale, cette étude met en évidence l'existence de trajectoires différenciées d'insertion, influencées non seulement par des facteurs objectifs (diplôme, dispositif), mais aussi par des dimensions subjectives (perception, motivation, stratégie individuelle). Elle illustre l'intérêt d'une approche croisée, mobilisant à la fois des données quantitatives pour dégager des tendances générales, et des données qualitatives pour comprendre la diversité des vécus.

Sur le plan scientifique, l'apport principal de cette recherche réside dans l'analyse de la durée d'insertion comme variable d'évaluation, encore peu explorée au Maroc. Sur le plan opérationnel, les résultats soulignent la nécessité de renforcer l'accompagnement individualisé

des jeunes diplômés, d'actualiser les curricula universitaires en lien avec les attentes du marché, et d'investir davantage dans le développement des compétences transversales.

Conclusion et recommandations

L'insertion professionnelle des jeunes diplômés universitaires constitue un enjeu central dans le contexte marocain, en particulier dans une région stratégique comme Casablanca-Settat. Cette étude a permis d'identifier les principaux facteurs qui influencent la durée d'insertion professionnelle, en mobilisant une approche mixte, à la fois quantitative et qualitative.

Les résultats ont mis en évidence des disparités importantes entre les filières, confirmant l'effet structurant du type de formation sur la rapidité d'insertion. Les diplômés des filières techniques bénéficient d'un accès plus rapide à l'emploi, tandis que ceux issus des sciences humaines, du droit ou des lettres rencontrent davantage de difficultés. Le recours aux dispositifs publics d'insertion, bien qu'utile, reste inégal selon les profils et appelle à un renforcement ciblé. Enfin, les compétences transversales, notamment numériques et linguistiques, apparaissent comme des leviers puissants de réduction des délais d'insertion.

Cette recherche contribue à enrichir la réflexion académique sur l'insertion des jeunes diplômés au Maroc, en proposant une lecture régionale, dynamique et différenciée de la question. Elle souligne aussi la pertinence de considérer la durée d'insertion comme un indicateur à part entière, complémentaire au simple taux de chômage.

Sur le plan pratique, plusieurs recommandations opérationnelles peuvent être formulées, à destination des acteurs publics, des établissements universitaires et des jeunes eux-mêmes.

Cette étude présente certaines limites, notamment liées à la méthode de collecte (questionnaire en ligne, biais déclaratif) et à la taille de l'échantillon. Néanmoins, elle offre des pistes concrètes d'analyse et d'action. Des recherches futures pourraient élargir l'échantillon à d'autres régions, intégrer une analyse longitudinale ou encore évaluer l'impact réel des dispositifs d'insertion dans la durée.

L'ensemble de ces résultats appelle à une mobilisation collective pour favoriser une insertion plus rapide, plus équitable et mieux alignée sur les aspirations et les compétences des jeunes diplômés marocains.

Annexe – Questionnaire utilisé dans l'enquête

Partie 1 : Informations générales

- 1. Age : _____
- 2. Sexe: Homme Femme
- 3. Situation familiale : Célibataire Marié(e) Autre
- 4. Lieu de résidence (Ville) : _____

Partie 2 : Parcours universitaire

- 5. Filière de formation suivie :
 - Lettres et sciences humaines Droit Sciences économiques et gestion
 - Sciences Ingénierie Autre (préciser) : _____
- 6. Dernier diplôme obtenu : Licence Master Doctorat
- 7. Année d'obtention du diplôme : _____
- 8. Université fréquentée : _____

Partie 3 : Parcours professionnel post-diplôme

- 9. Statut actuel : En emploi En recherche active En formation Stage Autre
- 10. Avez-vous déjà occupé un emploi depuis l'obtention de votre diplôme ? Oui Non
- 11. Si oui, combien de mois après l'obtention du diplôme avez-vous obtenu cet emploi ?
 - Moins de 3 mois 3 à 6 mois 6 à 12 mois Plus de 12 mois
- 12. Type de contrat obtenu : CDI CDD Intérim Stage Travail informel
- 13. Votre emploi est-il en lien avec votre formation universitaire ? Oui Non Partiellement

Partie 4 : Dispositifs d'accompagnement

- 14. Avez-vous bénéficié d'un programme d'insertion professionnelle ? Oui Non
 - Si oui, lequel : ANAPEC Idmaj Autre : _____
- 15. Type de soutien reçu :
 - Orientation Atelier de recherche d'emploi Formation complémentaire

- Mise en relation avec un employeur Stage Autre : _____
- 16. Ce dispositif vous a-t-il réellement aidé dans votre insertion professionnelle ? Oui
 Non Peu

Partie 5 : Compétences transversales et numériques

- 17. Langues maîtrisées : Français Anglais Espagnol Autre : _____
- 18. Niveau d'informatique : Débutant Intermédiaire Avancé
- Compétences spécialisées (préciser : Excel, programmation, etc.) : _____
- 19. Avez-vous suivi des formations complémentaires après l'université ? Oui Non
- Si oui, lesquelles : _____

Références bibliographiques

ANAPEC. (2022). *Rapport annuel sur la situation de l'emploi des jeunes diplômés au Maroc*. Agence Nationale de Promotion de l'Emploi et des Compétences.

Becker, G. S. (1964). *Human Capital: A Theoretical and Empirical Analysis, with Special Reference to Education*. University of Chicago Press.

Ben Ali, M. (2018). Marché du travail et politiques d'emploi au Maroc : Constats et recommandations. *Fondation Abderrahim Bouabid*.

Bentaouet Kattan, R. (2020). *Skills for a Modern Morocco*. World Bank Group.

Bouarbat, B. (2019). Insertion professionnelle des jeunes diplômés au Maroc : quels déterminants ? *Revue Marocaine d'Économie*, 12(2), 45–63.

Haut-Commissariat au Plan. (2023). *Note sur la situation du marché du travail au 2e trimestre 2023*. Rabat.

Organisation Internationale du Travail. (2021). *Transition des jeunes vers le marché du travail au Maroc : Résultats d'enquête et recommandations*. Bureau de l'OIT pour l'Afrique du Nord.

Spence, M. (1973). Job Market Signaling. *The Quarterly Journal of Economics*, 87(3), 355–374. <https://doi.org/10.2307/1882010>

World Bank. (2021). *Morocco Jobs Diagnostic*. World Bank Group.

Zerhouni, A. (2022). Jeunes diplômés et insertion dans les pays du Sud : une analyse comparée Maroc-Algérie. *Revue Internationale du Chercheur*, 5(2), 77–91. <https://www.revuechercheur.com/index.php/home/article/view/137>